

ÉDITO

Alerte enlèvement : France cherche Gouvernement

Par Anne-Laure Cattelot



Spécialiste des politiques publiques européennes, nationales et territoriales, Anne-Laure Cattelot entame sa carrière professionnelle au Parlement européen. En 2017, elle est élue députée du Nord. Elle

siège au sein de la commission des Finances de l'Assemblée nationale et est nommée co-rapporteuse spéciale du budget infrastructures et services de transports. Elle rejoint en juillet 2022 le cabinet Rivington en tant que Directrice générale adjointe, et occupe depuis 2024 la fonction de directrice associée chez ESL Rivington.

L'été politique est bien plus chaud que les conditions climatiques exceptionnellement pluvieuses de 2024. Emmanuel Macron par le recours historique à la dissolution a électrisé le pays et les partis politiques. Est-ce une phase finale du big-bang débuté en 2017 ?

La gauche a, avec son alliance opportuniste du Nouveau Front Populaire, construit son mythe sorti des urnes pouvant la conduire à endosser la responsabilité du pays depuis Matignon en appliquant tout le programme rien que le programme. Après 16 jours de pourparlers entre leaders politiques sans fumée blanche, voilà que sort le jour de l'allocution du Président de la République le nom de Lucie Castets, Directrice des finances de la mairie de Paris. 7 ans après avoir perdu le pouvoir la gauche forte de leaders charismatiques propose une femme plus techno et inconnue du grand public...

Emmanuel Macron a renvoyé dans ses 22 la proposition du NFP indiquant que les Français ont choisi à l'issue du scrutin des législatives de faire gagner un large bloc démocrate et varié appelant donc à la formation d'une coalition et la recherche de compromis.

Il ne faut tout de même pas oublier le strike puissant effectué par le RN avec ses 39 députés élus dès le 1er tour et son groupe culminant au niveau historique de 126 députés, 1^{er} groupe certes mais à qui il manque 163 voix pour atteindre la majorité. Avec 193 députés, le NFP est pour sa part la 1^{ère} coalition mais de même il leur manque 96 voix récurrentes



associées à leurs idées et leur programme pour ne pas être balayés en quelques jours et nous renvoyer directement en pleine IV^e République !

Toujours est-il que la proposition de loi (PPL) visant à abroger les retraites déposée par la présidente Mathilde Panot a de quoi surprendre tant elle a trouvé écho chez les députés RN se disant prêts à la voter. S'il y a PPL, c'est que finalement l'option toute puissante des décrets évoqués par Jean-Luc Mélenchon nécessitant un Premier ministre de gauche s'est éloigné réellement ; donc Mme Castets avec toutes ses qualités est une « femme de paille » jetée en pâtures sur les réseaux sociaux et dans les médias. Sympathiques utilisations des femmes après le débranchage de mesdames Tubiana et Bellot ces dernières semaines.

Finalement, on en vient à se demander qui a réellement intérêt à gouverner la France de 2024 ? Le RN ? Sans majorité absolue certainement pas : ils espèrent tant que 2027 sera leur heure. Le NFP ?

que nenni, cet appareil de guerre est redoutable pour une élection collective comme les législatives ou les futures échéances municipales de 2026 qui se rapprochent mais incapable de laisser émerger de nouveaux leaderships. Les LR ? Avec leur pacte législatif, ils apparaissent à la fois les plus constructifs, et le camp présidentiel leur a bien rendu en termes de postes à responsabilité au sein de l'Assemblée nationale mais pourquoi aller s'abîmer d'ici 2027 ? Il n'y a guère que Xavier Bertrand qui soit motivé pour endosser cette responsabilité. Reste le parti Renaissance et ses alliés avec les ministres-démissionnaires qui pour cause de JO de Paris et de coalition introuvable restent en poste faute de mieux au moins jusqu'à la mi-août.

Le scénario d'un gouvernement technique additionné de quelques personnalités se rejoignant sur un pacte budgétaire et quelques priorités régaliennes semble fort plausible tant l'enjeu des finances publiques est devenu « top priorité », l'UE

est en embuscade automnale pour évaluer la crédibilité de la France. Alors que la France se montre au monde sous son plus beau jour (excepté quelques barrières et ponts infranchissables à Paris...), le chaos institutionnel au coeur de l'été rend relativement atone les français mais va jusqu'à impacter l'attribution définitive des Jeux olympiques d'hiver 2030 aux Alpes françaises... En tout état de cause, le Président Macron et Laurent Wauquiez se sont retrouvés autour de ce projet avec une complicité inédite... signe d'un rapprochement réel ou d'un deal trouvé?

Dans un momentum où le pouvoir apparaît être une patate chaude, nous retrouvons à toutes les échelles des femmes engagées, Yael Braun-Pivet sauve l'honneur pour son camp en étant réélue à la tête de l'Assemblée nationale à un fil face au communiste très populaire et apprécié de tous André Chassaigne, Ursula Von Der Leyen confirmée par le vote du Parlement européen après avoir convaincu les États membres et les groupes politiques dans un contexte de guerre aux portes de l'UE et de défis historiques en matière de souveraineté pour le vieux continent, et enfin Kamala Harris désignée par Joe Biden pour lui succéder face à Donald Trump avec le vent en poupe post tentative d'attentat à 100 jours du scrutin le plus observé et impactant de la planète !

Nous suggérons à toute la classe politique un été ressourçant et imaginaire pour un automne qui s'annonce caniculaire tant il nous tiendra tous en haleine. Très bel été et profitez des JO dans les rues, les stades ou vos téléviseurs pour encourager des athlètes qui en ont fait le défi de leur vie ! ●



REGARD D'EXPERT

Microsoft : comment éviter la prochaine panne informatique mondiale ?

Publié par L'Express le 23 juillet 2024

Par Bruno Alomar



Bruno ALOMAR est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'École de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet économiste français a

travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IHEDN. Auteur de La réforme ou l'insignifiance : dix ans pour sauver l'Union européenne (Ed. École de Guerre - 2018), Bruno ALOMAR commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

Review Board (CSRB) américain a de manière répétée attiré l'attention sur les failles de sécurité auxquelles s'exposaient les utilisateurs de certains services de Microsoft. Ce fut notamment le cas en avril dernier quand cet organisme gouvernemental américain a rendu un rapport critique à l'égard des incidents de cybersécurité d'Exchange Online en 2023. Microsoft ne les avait d'ailleurs pas niés et s'était engagé à les traiter avec diligence. En France aussi des inquiétudes ont été exprimées, par exemple par IncertFrance qui a estimé que le système d'exploitation de la firme de Redmond pouvait constituer pour ses utilisateurs un point de vulnérabilité majeur.

S'il est inutile de souligner à quel point la sécurité en ligne est une nécessité absolue, économique, politique et sociale, la vraie question est bien de savoir comment les fournisseurs de biens et services numériques peuvent se prémunir de telles embardées. Deux pistes sont à privilégier.

« Diversifier les fournisseurs »

D'abord, un travail de sécurisation des matériels et des services au stade de leur conception (« security by design ») s'impose. Car Microsoft ne l'a pas caché : la panne du 19 juillet n'a pas résulté d'une attaque informatique délibérée (hacking) mais bien d'une mise à jour de produit classique. Il est donc essentiel que les produits et services numériques fournis aux agents publics et privés fassent l'objet d'un contrôle de sécurité initial rigoureux, qui puisse ensuite être complété tout au long du cycle de vie du produit.

Surtout, la réduction des risques impose aux grands acheteurs publics et privés de diversifier leurs fournisseurs. Qu'il s'agisse de guerre en

Après Boeing et sa litanie de difficultés, une autre grande entreprise américaine est sur la sellette : Microsoft. La panne informatique géante qui l'a frappée le vendredi 19 juillet a affecté les entreprises et administrations publiques utilisant le système Windows dans de nombreux pays (États-Unis, France, Royaume-Uni, Japon, Australie etc.). Les secteurs du transport, des médias, des hôpitaux et beaucoup de marchés financiers ont également été touchés. En réalité, la responsabilité de la panne incombe pour l'essentiel à CrowdStrike, fournisseur de Microsoft spécialisé dans la cybersécurité.

Une première réaction serait la prudence. Après tout, le numérique – c'est peut-être une chance alors que l'IA alimente tant de craintes de voir le facteur humain écarté – a aussi ses faiblesses, et il ne faut pas s'étonner que des dysfonctionnements puissent survenir.

Au cas d'espèce, pourtant, les signaux annonciateurs n'ont pas manqué. Ainsi, le Cyber Safety



Ukraine et de gaz russe, de conflictualité autour de Taïwan et de puces électroniques, plus largement du «reshoring» qui bouleverse les chaînes de valeurs, la géoéconomie est désormais mue par la nécessité de ne pas, selon l'expression, «mettre tous ses œufs dans le même panier». La panne qui a affecté Windows atteste s'il en était besoin que le numérique ne fait/ne fera pas exception, alors même que l'IA connaît des développements extrêmement rapides que les autorités cherchent à comprendre (ainsi le partenariat avec OpenAI). La diversification des fournisseurs doit donc être une priorité des acheteurs, pour leur propre sécurité, et quand il s'agit d'administrations publiques également pour les deniers publics, comme l'a rappelé la Cour des comptes dans son rapport d'avril 2024 sur la transformation numérique de l'État. Encore faut-il qu'ils en aient le choix. La régulation publique a un rôle essentiel à jouer en la matière. À l'amont par la définition de normes strictes destinées à garantir le plus d'interopérabilité entre les écosystèmes. À l'aval, quand ces normes ne suffisent pas ou sont contournées, par le droit de la concurrence.

L'actualité récente confirme si besoin que les autorités de concurrence auront un rôle essentiel à jouer. Microsoft, en effet, vient de conclure un accord avec le CISPE (Cloud Infrastructure Services Providers in Europe), association des utilisateurs de cloud en Europe. Le CISPE a accepté de retirer sa plainte auprès de l'autorité de la concurrence européenne, par laquelle il était reproché à Microsoft de rendre difficile à ses clients cloud de rejoindre d'autres fournisseurs. Un accord du même type a été signé avec OVHcloud. Alors qu'une nouvelle Commission va entrer en fonction, une chose est claire : en matière de sécurité numérique, la régulation européenne a de beaux défis devant elle ●

REGARD D'EXPERT

What Has Become of the “New World Order”?

Publié par The Ambassador Partnership le 11 juillet 2024

Par Peter Jenkins CMG



Peter Jenkins CMG was British Ambassador to the International Atomic Energy Agency and UN organisations at Vienna after serving as UK Deputy Permanent Representative to the UN and World Trade Organisation in Geneva. He also served in Paris, Brasilia and Washington. Since 2017 he has been Chairman of the British branch of the Nobel Peace Prize-winning Pugwash Conferences on Science and World Affairs.

ESL RIVINGTON et Antidox sont heureux d'avoir convenu un partenariat avec The Ambassador Partnership, cabinet de conseil britannique réputé, et composé d'anciens ambassadeurs spécialistes de la résolution de conflits et experts en risques politiques (www.ambassadorllp.com).

Peter Jenkins spoke recently at an international meeting convened by Pugwash Conferences on Science and World Affairs. This Insight is based on what he said.

The title of this session, Challenges to Global Order, took my mind back to March 1991 when President George H. W. Bush addressed Congress following the expulsion of Iraqi forces from Kuwait. Here are a few sentences out of that address:

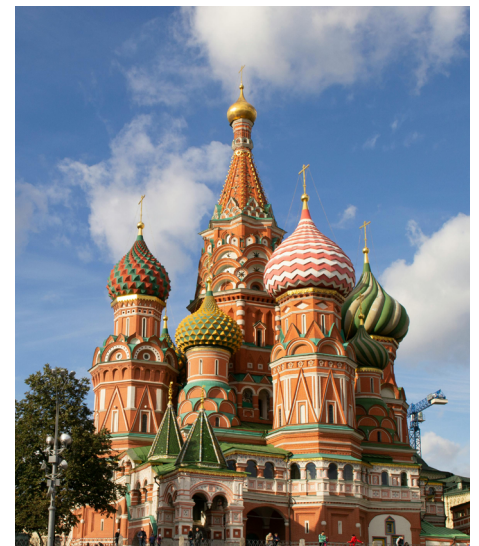
“To the aid of this small country came nations... united against aggression. Our common coalition must now work in common purpose to forge a future that should never again be held hostage to the darker side of human nature... The consequences of the conflict in the Gulf reach beyond the confines of the Middle East... Until now the world we have known has been a world divided – a world of... conflict and cold war. Now we can see a new world coming into view. A world in which there is the very real prospect

of a new world order... A world order where the United Nations, freed from cold war stalemate, is poised to fulfil the historic vision of its founders.”

President Bush was true to his word. During his administration Washington and Moscow brought the Cold War to an end, signed or brought into force a strategic arms reduction treaty (START 1) and the Intermediate Nuclear Forces (INF) treaty, eliminated thousands of tactical nuclear weapons, co-sponsored the Madrid conference that paved the way for the 1993 Middle East Oslo Accords, and led to a conclusion the Conventional Forces in Europe (CFE) and Chemical Weapons Convention negotiations.

For a youngish diplomat, observing those developments from the British Embassy in Paris, those were good times. “Bliss was it to be alive!” The outlook for global order seemed set fair.

What a contrast with a present when Washington and Moscow are once more daggers drawn; the INF, CFE and Anti-Ballistic Missile treaties are gone; New START may well expire



without issue in February 2026; the United States and China are growing the means to wage war in the Western Pacific; North Korea has profited from the collapse of the 1994 Agreed Framework to acquire 50 or more nuclear weapons; and the sabotaging of a 2015 nuclear agreement (the JCPOA) has incited Iran to reduce International Atomic Energy Agency inspector access to a minimum.

Speaking in June to the annual conference of the U.S. Arms Control Association, the Secretary General of the United Nations (UN) said: "Humanity is on a knife's edge, the risk of a nuclear weapon being used has reached heights not seen since the Cold War. States are engaged in a qualitative arms race."

Why has the promise of the Bush years evaporated? 'There has been too much of the aggression that President Bush deplored in 1991, and too little diplomacy' could be one very short answer.

The use of force without authorisation from the UN Security Council is a form of aggression of which several major powers have been guilty, but on which I need not dwell as the instances are well known.

Aggression has also taken the form of covert interventions in support of one or more of the parties to a civil war and/or to overthrow regimes considered uncooperative or malign.

Yet another form, over-use of sanctions, was alluded to recently in an article by my distinguished namesake, Simon Jenkins: "Almost half a century of containment and cohabitation with communism has given way to a shrill new agenda. Not just

Russia, China, Iran, North Korea and Syria, but states across Asia and Africa are... made victims of economic aggression through sanctions, distorting global trade and impoverishing millions."

The use of force without UN authorisation is a reminder of another feature of the last 33 Years: there has been too little respect from major powers for international law. It's a loss of commitment that threatens global order because order is rooted in rules, norms, and law.

An aspect of that has been the multiplicity of instances in which double standards have been on display. Double standards are not a preserve of the major powers, still less of the West, but they are often seen as such in what is coming to be known as the Global South – partly because they are associated with the West's enthusiasm for a "rules-based order" that is perceived as different from a global order based on the UN Charter and the body of international law that has resulted from negotiations open to all UN members.

Double standards can breed contempt, cynicism and, over time, indifference to international obligations. They can impair the prospect of the global community coming together in a constructive spirit to find collective solutions to common problems.

As for the neglect of diplomacy, it has been accompanied by a paucity of empathy. The U.S. Director of National Intelligence (DNI) drew attention to this, indirectly, in the introduction to this year's U.S. annual threat assessment: "U.S. actions intended to deter foreign aggression or escalation

are interpreted by adversaries as reinforcing their own perceptions that the United States is intending to contain or weaken them."

My point is this. In the absence of the understanding which empathy can offer, a state risks provoking other states into taking actions it sees as threatening by itself taking actions which seem threatening to them. This action–reaction phenomenon can fuel arms races.

There is also a growing tendency to attribute only negative motives to those regarded as adversaries or enemies. Recognising that even adversaries have some legitimate national interests is especially desirable at a time when so many politicians, in thrall to social media, tend to over-simplify.

Addressing these features of a period in which great promise has evaporated is what I see as the foremost challenge confronting the world. The clock cannot be turned back to 1991. But those states that bear most responsibility for the darkening of the outlook can become less aggressive and more restrained, less bellicose and readier to talk, less inclined to double standards and more compliant with international law, and keener to understand the concerns and interests of others.

Of course, the darkening of the outlook has not taken place in a domestic political vacuum. There have been political pressure on governments to pursue aggressive foreign policies. I fear those pressures will persist. But my job today is to identify challenges, not to predict that those challenges will prove insuperable or that worse is yet to come ! ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.